

BUREAUX : RUE NAIN, 1

ABONNEMENTS : ROUBAIX-TOURCOING: Trois mois, 12 fr; Six mois, 23 fr; Un an, 44 fr. LE NORD DE LA FRANCE: Trois mois, 14 fr. Six mois, 27 fr; Un an, 51 fr. — L'abonnement continue, sauf avis contraire.

ANNONCES: 20 centimes la ligne RÉCLAMES: 25 centimes — On traite à forfait.

JOURNAL DE ROUBAIX

MONITEUR POLITIQUE, INDUSTRIEL ET COMMERCIAL DU NORD

PROPRIÉTAIRE-GÉRANT: A. REBOUX

ON S'ABONNE ET ON REÇOIT LES ANNONCES: A ROUBAIX, 212 bureaux du journal, rue Nain, 1; à Lille, chez M. Béghin, libraire, rue Grande-Chaussée; à Paris, chez MM. Havas, Laffitte-Bullier, & Cie place de la Bourse, 8; à Bruxelles, à l'Office de Publicité, rue de la Madeleine.

Heures de départ des trains: Roubaix à Lille, 5 15, 7 02, 8 47, 9 47, 11 37, m., 12 24, 1 56, 3 39, 5 11, 6 45, 7 33, 8 22, 9 23, 11 11, s. Roubaix à Tourcoing-Mouscron, 5 41, 7 15, 8 43, 10 17, 11 23, m., 1 19, 2 49, 4 58, 5 38, 8 13, 10 22, 11 35. s. Lille à Roubaix, 5 20, 6 55, 8 25, 9 55, 11 05, 12 57, 2 28, 4 40, 5 20, 6 55, 7 55, 10 05, 11 15. Tourcoing à Roubaix et Lille, 5 08, 6 53, 8 08, 9 41, 11 24, 12 15, 1 47, 3 37, 5 02, 6 09, 7 24, 8 23, 9 24, 11 02. Mouscron à Lille, 6 35, 7 50, 9 22, 11 10, 11 57, 3 13, 4 42, 5 49, 7 02, 9 0

BOURSE DE PARIS	
DU 29 DÉCEMBRE	
3 0/0	58 30
4 1/2	84 00
Emprunt 1872 (5 0/0)	93 45
Emprunt 1871	93 40
DU 30 DÉCEMBRE	
3 0/0	58 40
4 1/2	84 00
Emprunt 1872 (5 0/0)	93 52 1/2
Emprunt 1871	93 50

AVIS
Le Percepteur de Roubaix prie les contribuables en retard de solder leurs contributions avant le 31 décembre, s'ils veulent éviter des poursuites.

ROUBAIX, 30 DÉCEMBRE 1873
BULLETIN DU JOUR

nement tous les libéraux, quelles que soient leurs opinions; M. Salmeron, plus réservé, craint que par trop de générosité la république ne se livre aux alphonistes.

Le général Turon, commandant en chef de l'armée de Catalogne, est parti pour Manresa où il établit son quartier-général. Avant son départ, il a fait évacuer l'église du village San Pol occupée par des volontaires qui brûlaient la charpente pour se chauffer.

Les carlistes ont attaqué de nouveau Olot.

Les avis de la frontière démentent formellement le bruit répandu, que les troupes de Lona s'étaient prononcées pour le prince Alphonse, fils de l'ex-reine Isabelle.

La Gazette de Madrid annonce que le feu des insurgés de Carthagène s'est ralenti le 28 et que les travaux de tranchées continuent activement.

Unesortie a été repoussée. Les ouvriers de l'arsenal se sont mis en grève, faute de paie et de nourriture. Ils manifesteraient le désir de se rendre, même au risque d'être fusillés. Deux compagnies de mobilisés se seraient prononcées dans le même sens.

L'Impartial ajoute que les insurgés de Carthagène ont préparé tous les navires dont ils disposent, afin de prendre la mer à un moment donné.

Le général Moriones était hier à Caredo au sud-est de Santona.

Le camp de Conlie et l'armée de Bretagne

Le rapport, nos lecteurs le savent, a été fait au nom de la commission du 4 septembre, par M. de la Borderie, député d'Ille-et-Vilaine.

Quand on attaque M. Gambetta et ses amis sur leur mauvaise administration, leur gaspillage financier, leur mépris de la souveraineté et du pays, leur dictature de l'opinion effrontée, que répondent-ils? Ils disent: Soit, nous avons fait des fautes, mais il y a lieu de nous absoudre et même de nous glorifier, car tout ce que nous avons fait, nous l'avons fait pour la défense nationale, pour sauvegarder l'honneur du pays.

Les rapports de la commission parlementaire sur les actes du gouvernement du 4 septembre ont déjà commencé à montrer la fausseté de cette prétention. Quand elle aura achevé ses travaux, quand surtout aura paru le rapport général de M. Perrot, député de l'Oise, sur les opérations militaires en province, on aura la preuve définitive que la cause première et décisive de tous nos revers principaux provient des ordres absurdes émanés directement du cabinet de M. Gambetta, et que, par conséquent, le dictateur, loin d'avoir contribué efficacement à la défense nationale, l'a entravée autant qu'il était en lui, en prenant, bien entendu, d'adroites précautions pour faire retomber, aux yeux de l'opinion, sur les réactionnaires la responsabilité des catastrophes causées par ce M. Thiers a appelé sa folie furieuse.

En attendant ce rapport général, voici un rapport partiel (le camp de Conlie et

l'armée de Bretagne), qui nous montre comment M. Gambetta a su user, inutiliser, paralyser l'élan patriotique de toute une province, la Bretagne, qui, dès la fin de novembre, avait levé, équipé, envoyé à cinquante lieues de ses frontières, 55,000 de ses enfants, dans la seule catégorie des gardes nationaux mobilisés.

M. de Kératry s'étant engagé à en faire des soldats dans le plus bref délai possible et à les faire marcher en avant, sous la seule condition qu'on lui donnât pour les hommes des armes à tir rapide: condition solennellement acceptée par le gouvernement, et que le gouvernement pouvait remplir puisque, parmi les fusils et les carabines acquis par la commission d'armement (sans parler des autres), il y eut (le rapport de M. de La Borderie en donne la preuve), il y eut, dans le mois de novembre et le commencement de décembre, plus de 100,000 armes à tir rapide (moitié carabines, moitié fusils) restés disponibles et qu'on aurait pu donner aux mobilisés bretons.

Eh bien! au 24 novembre, quand il y avait déjà au camp de Conlie (à cinq lieues du Mans) 35,000 mobilisés, quand on tirait de ce camp une première division de marche forte de 10,000 soldats bretons, M. Gambetta, malgré les réclamations énergiques et incessantes de M. de Kératry, n'avait donné aux Bretons que 2,000 remingtons et 5,000 carabines Spencer. Et ces carabines Spencer étaient, non des armes d'infanterie, mais des mousquetons de Cavalerie sans baïonnettes, et elles n'avaient pas de cartouches de calibre!

Il est vrai que M. de Kératry avait refusé de se poser sur le terrain politique pour rester sur un terrain purement patriotique. A Nantes, le 1^{er} novembre, appelant les Bretons aux armes, il avait dit: « Je ne suis pas venu ici pour faire de la politique, mais pour adresser un patriotique appel à tous les gens de cœur. Abdiquons tout esprit de parti pour être tout entiers à une seule tâche, la résistance contre l'invasion. »

Et dans une autre occasion, aux clubs nantais: « J'ai contribué à faire la République du 4 septembre, mais je vous déclare que je préfère le pays à la République. »

Un homme qui parlait ainsi était perdu auprès de M. Gambetta. Aussi, pendant tout le mois de novembre, on ne cesse de lui promettre des armes, mais on ne lui en donne jamais, et le 24 novembre, en envoyant M. de Kératry avec une division de mobilisés bretons au-devant des soldats du grand-duc de Mecklembourg, qui étaient à six lieues du Mans, M. Gambetta écrivait au directeur de l'arsenal de Rennes cette incroyable dépêche:

« Je vous donne l'ordre formel de ne rien délivrer, ni en matériel ni en munitions à M. de Kératry ou à ses lieutenants, sans une autorisation expresse de ma part. Suspendez donc d'urgence toutes les livraisons de cartouches, batteries, mitrailleuses et autre matériel. Avez-vous expédié 50,000 cartouches à M. de Kératry?

« Si non, gardez-vous de lui expédier ces cartouches, envoyez-les au Mans. »

« Ainsi (dit le rapporteur), d'une main on poussait les Bretons au combat, de l'autre on leur refusait les moyens de combattre. »

Le même jour, M. Gambetta signifiait à M. de Kératry qu'il ne donnerait pas à ses mobilisés les armes à tir rapide tant de fois promises; le lendemain il brisait le commandement indépendant de l'armée de Bretagne et l'œuvre de Kératry, en les soumettant avec tous les mobilisés aux ordres de M. Jaurès, dont les plans rendaient impossible la continuation de l'œuvre entreprise par le patriotisme breton. On voulait (et on ne le cachait pas à Tours) la démission de M. de Kératry; il la donna en effet le 27 novembre.

On laissa le camp de Conlie sous les ordres d'un intérimaire, sans crédit, sans secours de l'administration militaire. Les mobilisés bretons continuèrent à y affluer; au 12 décembre (indépendamment de la division de marche sortie le 24 novembre et qui était définitivement entrée dans le 21^e corps d'armée aux ordres de Jaurès) il y avait à Conlie 49,000 hommes, dont 45 à 46,000 mobilisés.

Le rapporteur prouve par des chiffres que, jusqu'au 1^{er} janvier, ces 45,000 hommes avaient reçu du gouvernement 13,000 armes dont les deux tiers impropres au service par leur qualité ou leur nature, et le reste sans usage possible, parce que les armuriers, les ouvriers d'art, les nécessaires d'armes et accessoires, en un mot, tous les moyens de réparation et de nettoyage d'armes manquaient absolument. Aussi, le rapporteur conclut-il: « Parmi les mobilisés personne n'était armé à Conlie; les bâtons de tente valaient les fusils. »

Avec les mauvais temps, les neiges, les verglas et les dégels, le sol du camp devenait impraticable et se creusait en cloaque; on avait littéralement de la boue à mi-jambe: dès lors, ni exercice ni instruction militaire possible; d'ailleurs, comment s'exercer puisqu'on n'avait pas d'armes?

Le nouveau commandant du camp de Conlie (général Marivaux), le délégué à la guerre lui-même, M. de Freycinet, demandaient avec instance à M. Gambetta d'ordonner l'évacuation du camp et le retour des mobilisés en Bretagne dans des cantonnements plus secs, plus sains, plus à l'abri des Prussiens qui marchaient vers le Mans. Le dictateur répondait (16 et 18 décembre 1870):

« Il ne faut évacuer le camp de Conlie sous aucun prétexte... Ne perdez pas de vue qu'il ne faut pas que l'on puisse, quelque jour, mettre en avant l'erreur de Conlie, s'il y a eu vraiment erreur, pour attaquer l'institution des camps, que je considère comme l'un des actes les plus importants de notre administration. »

Ainsi, c'était par égard pour « l'institution des camps » et la gloire de l'administration gambettiste que l'on laissait ces 49,000 Bretons accroupis dans l'oisiveté, la misère et la fange!

Feuilleton du Journal de Roubaix
DU 31 DÉCEMBRE 1873

LA FIANCÉE
DU
MAITRE D'ÉCOLE
PAR HENRI CONSCIENCE

I

Venez chez nous demain continua M. Minnens. Si la chose est assez avancée, vous proposerez vous-même ce mariage à Hélène. Si elle hésite encore, votre éloquence aplanira les derniers obstacles.

— Moi parler de mariage à Hélène! Jamais je n'oserais; si je n'étais pas si laid...

— Bah! bah! vous vous faites tort à vous-même. Ne vous souvient-il plus que, lorsque vous étiez encore pauvre, Hélène même disait qu'elle ne remarquait plus la laideur de votre visage? Que sera-ce maintenant que vous êtes riche? Qui sait si, en quelques jours, Hélène n'ouvrira pas les yeux et n'acceptera pas votre main avec joie et avec amour?

— Oh! s'il était possible!

— C'est très-possible: mais, pour cela, il faut montrer un peu de courage. Que pouvez-vous craindre? N'agissez-vous point par gratitude, pour le

sauver? Eh bien, viendrez-vous demain matin?

— Je viendrai, répondit Valentin, dont les yeux brillaient de joie en serrant énergiquement la main au fabricant.

— C'est convenu donc; je vous quitte, monsieur Stoop: il n'y a pas de temps à perdre. En attendant, tâchez de vous fortifier dans vos bonnes idées, et surtout n'oubliez pas que, si Hélène n'est pas votre femme, elle épousera Casimir, pas de milieu. Votre arrêt sera irrévocable.

— Oh! j'aurai du courage, soyez tranquille, dit Valentin. Pour la sauver des mains de Casimir, je donnerais volontier tout mon sang.

Le fabricant d'huile prit son chapeau et serra la main du jeune homme.

— Restez dans ces bonnes dispositions, dit-il. Tout ira selon nos vœux, Hélène vous aimera et vous sera reconnaissante. Adieu, mon gendre, à demain.

En achevant ces mots, il sortit de la maison.

II

Cette nuit-là, le maître d'école avait mal dormi. Agité par le changement soudain survenu dans sa position, à moitié fou de bonheur en pensant qu'Hélène pouvait devenir sa femme, et tremblant de crainte à l'idée qu'il allait faire acte d'égoïsme, il ne pouvait pres-

que pas trouver de repos, il se roulait et se retournait dans son lit, en proie à une pénible insomnie, jusqu'à ce qu'enfin, vers le matin, la fatigue le fit tomber dans un lourd sommeil.

A peine le soleil s'était-il levé au-dessus des vapeurs de la nuit, que Valentin fut réveillé par deux coups frappés discrètement à sa porte.

Il ouvrit ses yeux appesantis, écouta un instant, laissa retomber sa tête sur l'oreiller et fit comme s'il n'avait rien entendu. Mais on frappa de nouveau jusqu'à ce que l'instituteur tout à fait réveillé sortit de son lit à contre-cœur. Il s'habilla à la hâte et ouvrit la porte pour voir qui venait le troubler de si bonne heure.

Le bourgmestre de la commune entra dans la chambre, le chapeau à la main et le sourire aux lèvres. Il dit qu'il venait d'apprendre, après la première messe, quel héritage considérable Valentin venait de faire, et qu'il croyait de son devoir, comme chef de la commune et comme ami, de venir l'en féliciter. Il ajouta à cette entrée en matière tant de flatteries sur l'esprit, l'érudition et la bonté de M. Stoop, sur la justice de Dieu et sur le bonheur qu'il éprouvait lui-même à voir un homme si distingué récompensé selon ses mérites, que Valentin ne trouva à répondre que de vagues excuses.

D'après le bourgmestre, il était impossible qu'un homme qui venait d'hériter de cent mille francs continuât à instruire

les enfants un jour de plus; par affection pour M. Stoop, et pour lui en épargner la peine, il avait arrangé l'affaire avec le curé; le fils du sacristain donnerait des leçons aux enfants jusqu'à la nomination d'un autre instituteur.

Comme Valentin le remerciait sincèrement de son obligeance, le bourgmestre profita de cette occasion pour lui dire qu'il avait, dans le plus bel endroit du village, une maison inoccupée. C'était une espèce de bien de campagne ou petit château bien bâti et pas humide, avec un grand jardin. Cette habitation valait bien certainement mille francs de loyer; mais pour garder à Lisseghem un homme aussi distingué, il ferait le sacrifice de la lui louer huit cents francs par an.

Cependant, le bourgmestre remarqua que Valentin, encore tout ensommeillé, bâillait de temps en temps. Il comprit qu'il serait importun en restant plus longtemps. Il répéta ses félicitations avec force courbettes, et se retira.

Valentin fut contrarié d'apprendre qu'on avait déjà jassé de son héritage après la première messe, devant la porte de l'église. Le village entier en était donc instruit? et, si le bourgmestre, un homme sec et raide qui ne lui avait jamais témoigné beaucoup de bienveillance, était venu l'éveiller de si bon matin, ne devait-il pas s'attendre à beaucoup d'autres visites? Il n'en douta pas longtemps car, entendant du bruit devant la porte de l'école, il souleva un coin du rideau et vit dans la rue un

grand nombre de villageois qui regardaient sa maison d'un air ébahi, comme s'ils s'attendaient à quelque apparition miraculeuse.

Valentin se dépêcha de se mettre en grande toilette, car c'était pour lui un jour solennel à plus d'un titre.

A peine avait-il commencé à se faire la barbe, qu'on frappa à la porte de sa chambre. Un grognement de dépit fut sa réponse. Il sentait le besoin d'un domestique, car c'était une chose étrange et ridicule même d'aller lui-même, avec son menton savonné et le rasoir à la main, ouvrir la porte à des gens qui accouraient chez lui uniquement parce qu'il avait hérité de cent mille francs. Cependant, il ne voulait pas être impoli: il dissimula donc sa contrariété, et dit:

— Entrez.

Trois ou quatre fermiers, parents de ses élèves, entrèrent dans la chambre. Ils parlaient tous ensemble de la joie que leur causait son bel héritage et le comblèrent de félicitations.

Après ceux-ci il en vint d'autres, même des femmes, — car le chemin était frayé, — et bientôt la petite chambre de l'instituteur fut pleine de gens de toute condition, qui semblaient intarissables dans l'expression de leur joie, de leur estime et de leur amitié.

Ceux qui espéraient quelque chose, ou qui avaient quelque chose à vendre, n'oubliaient pas de se recommander en même temps à sa faveur. Ici, c'était un